



ZOOM Le gouvernement face aux socialistes: après nous le déluge ? Page 3	INTERNATIONAL La politique de Georgia Meloni: un révélateur pour l'Europe ? Page 4	ARGUMENTS Toussaint 1994: le FLN ougaise la guerre d'indépendance algérienne Page 5	CHAMP LIBRE Entretien avec Catherine Méry: justice de Lou redire, nos aïeux, nos morts Page 6
---	---	--	--

En panne ?

Depuis la journée de mobilisation syndicale du 1er octobre (qui n'a pas été franchement un succès), le mouvement social et politique semble être en panne.

Alors même que le gouvernement s'agit pour faire passer un budget d'austérité qui va frapper à nouveau et durement les classes populaires, alors même que les massacres se poursuivent au Proche-Orient, aucune perspective d'action à la base un tant soit peu coordonnée nationalement n'a été avancée, ni par les politiques ni par les confédérations syndicales.

Comme si tout passait par les discours et joutes parlementaires, comme si on avait intégré notre impuissance face aux massacres qui se poursuivent à Gaza, en Cisjordanie, au Liban ou en Ukraine, ceci dans l'attente du résultat de l'obscène farce électorale américaine.

Nous-mêmes ressentons ce « coupable » sentiment de passivité, en procrastinant la parution de notre bulletin (le dernier numéro remonte à 1 mois !).

Alors, il est plus que temps de se remobiliser et ne pas laisser s'éteindre l'enthousiasme que nous avions ce 7 juillet au soir.

Vous vous souvenez ? DB

Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n° 149
2 novembre
2024

Organisons-nous contre les attaques sur la Sécu et la protection sociale

Les députés discutent depuis une vingtaine de jours du PLF (projet de loi de finances—budget de l'État) et du PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) qui constituent tous deux une attaque contre les services publics et le droit à la santé.

La droite et l'extrême droite ont la même détestation du service public et des fonctionnaires. Le débat sur le délai de carence en cas de maladie le montre.

Les arrêts maladie des fonctionnaires dans le viseur

Le projet est de passer d'un à trois jours le délai de carence, pendant lequel les fonctionnaires ne percevraient plus leur traitement. Et leur rémunération pendant l'arrêt de maladie pourrait être réduite de 10%.

L'idée est d'aligner la protection sociale des agents publics sur le régime du secteur privé... Par souci d'équité (bien entendu !), on réduit les droits avec la croyance que cette logique punitive va diminuer le recours aux arrêts maladie.

Impossible pour les possédants de voir que cela entraînera des arrêts plus longs et des problèmes de santé publique. Impossible pour eux d'envisager que les conditions de travail se dégradent dans les services publics, à l'hôpital, dans l'enseignement, aux finances publiques, etc. Impossible d'imaginer que les salaires des fonctionnaires soient bloqués et qu'il n'y ait aucune reconnaissance du travail accompli.

Pour la droite et l'extrême droite, les fonctionnaires sont des « feignants » qui ne veulent pas travailler. La même logique de culpabilisation est appliquée depuis de longues années aux chômeurs.

Le PLFSS, un outil pour briser la Sécu

Depuis 1996 et la loi Juppé contestée, le parlement vote chaque année une LFSS (loi de financement de la Sécurité sociale) qui fixe l'Ondam (Objectif national des dépenses d'assurance maladie) et met sous contrôle de l'État les dépenses de la Sécurité sociale. L'objectif : battre en brèche la conception initiale de la Sécu, avec laquelle la santé échappait largement à la logique du marché.

Insupportable pour la bourgeoisie qui cherche depuis des années à aller plus loin et à donner de plus en plus aux complémentaires santé et assurances ainsi qu'au privé.

Les objectifs de l'Ondam compensent à peine l'inflation. Concrètement de nouveaux lits vont fermer, des services vont continuer à être débordés, des malades vont toujours rester des heures ou des jours sur des brancards aux urgences. Cette politique vise à détruire l'hôpital public et à accélérer le passage à un système de santé à deux vitesses.

Par ailleurs le taux de remboursement des consultations des médecins et des sages femmes passerait de 70% à 60%. Une charge qui va se reporter automatiquement vers les complémentaires santé. Celles-ci ont déjà augmenté leurs tarifs de 7% en 2023, et de 23% depuis 2019, soit deux fois plus que l'inflation ! Et ça va donc continuer...

un mouvement d'ensemble...vite !

C'est l'ensemble des travailleuses et des travailleurs qui sont attaqués.

Les syndicats de la santé, CGT, SUD, UNSA, FO étaient à l'initiative d'une journée nationale de mobilisation et de grève le 29 octobre. Les 9 fédérations de retraités appellent à une journée de protestation contre la report par le gouvernement de la revalorisation des pensions au 1er juillet 2025 au lieu du 1er janvier, comme le code de la Sécurité sociale l'y oblige.

Une mobilisation sociale d'ampleur est nécessaire pour imposer le financement du système de santé et de protection sociale à la hauteur des besoins de la population.

Cela passe par le rejet de ce PLFSS et par la revendication du 100 % Sécu.

La Sécurité sociale est à nous ! Ce sont nos cotisations sociales !

30 octobre 2024



#NouveauFrontPopulaire
Nfpsaintmalo.dinard@gmail.com



avec
Olivier BESANGENOT, Christine POUPIN,
Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

Pour prendre contact avec le comité
NPA l'antiK du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

BREVES DE PONTONS

A propos de 3 articles de la rédaction malouine d'Ouest-France

Dans son édition du 25 septembre (page Saint-Malo), Ouest-France publiait trois articles titrés ou en rapport aux élections municipales de 2026. Deux de ces articles faisaient suite à une rencontre de presse tenue entre une rédactrice du quotidien et les représentants de plusieurs partis et associations membres de la coordination Le Monde d'Après et/ou du Nouveau Front Populaire. Le NPA l'Anticapitaliste n'avait pu être représenté à cette rencontre. En revanche, il était présent la veille à la réunion de préparation entre les différentes composantes, laquelle réunion déboucha, sans difficultés particulières, sur document de référence, qui fut remis à la journaliste.

C'est à ce titre que nous revenons sur la publication de **ces articles qui ne reflètent pas les positions arrêtées** et présentées tant dans le document de référence que lors de l'entretien.

L'article de haut de page titré « la gauche veut retrouver le conseil municipal » centre en effet l'attention du lecteur sur la campagne des municipales alors que **ces élections sont restées jusqu'à présent complètement absentes des échanges au sein du groupe des organisations locales constituant le Nouveau Front Populaire** et à plus forte raison des associations membres de LMDA. Ce texte constitue donc **une interprétation totalement déconnectée des préoccupations du rassemblement** qui s'est formé et qui se poursuit localement autour du **programme du nouveau Front Populaire** et de l'impérieuse nécessité **d'empêcher l'extrême-droite d'accéder au pouvoir**. Ce centrage sur les élections municipales est renforcé par l'insertion sur la même page, d'un autre texte relatif à une élue régionale présentée comme une personnalité qui "pourrait peser dans une campagne à gauche". Voilà une mauvaise manière faite à la gauche de transformation sociale, regroupée autour du programme du nouveau Front Populaire, car cette élue, membre de la majorité sociale libérale du Conseil régional est curieusement demeurée très discrète sur le projet contesté de gare maritime porté par son chef de file S. Perrin.

Concernant les dossiers locaux, une nouvelle fois, le titre de l'article dévoile les combats que les uns et les autres, au sein de la coordination Le Monde d'Après, menons parfois depuis plusieurs années. Car non, ce n'est pas la « lenteur » de la gestion des grands projets malouins que nous déplorons, mais leurs **fondements néo-libéraux, les méthodes d'élaboration opaques et de concertation biaisée, l'inconséquence par rapport aux risques de submersion marine**... que nous combattons. Il en va ainsi des dossiers de la restructuration hospitalière ou de la gare maritime, mais sont concernés aussi ceux de l'aménagement de la Briantais ou du Musée maritime.

Il n'est pas question pour nous de mettre en cause la liberté de la rédactrice. Mais, nous avons aussi le droit et l'obligation de réagir à la parution de textes qui déforment la réalité et nos positions.

DB

TERMINAL FERRY DU NAYE: LA VILLE DE SAINT-MALO VALIDE LE PROJET DE GARE MARITIME, REJETTE LE RECOURS GRACIEUX ET ...MET DÉJÀ AU POT !

Le 13 août dernier, le maire de Saint-Malo s'aventurait à signer le permis de construire de la gare maritime, intégré au projet du Conseil Régional de reconstruction du terminal ferry du Naye.

Dans leur communication, les élus municipaux avaient constamment déclaré que ce projet n'impacterait pas les finances de la ville. Or, une délibération du Conseil Municipal du 26 septembre atteste du contraire. Il s'agit du financement à 50% des travaux d'adaptation de la voirie qui longerait la future gare maritime.

Autrement dit, non seulement l'équipe Lurton a validé un projet de gare maritime largement contesté (la pétition de l'APPSAM a recueilli plus de 18.000 signatures !) mais elle s'engage d'ores et déjà à en financer la voirie de desserte à hauteur de **1.066.721€**. Moralité, le Conseil Régional a fait passer en force son projet puis a obtenu un financement de la ville pour le relier à la circulation urbaine. Bravo M. le Maire !

Il y aurait (il y aura !) beaucoup à dire sur la gestion de ce dossier par l'équipe municipale ! Mais nous ne sommes pas au bout de cette affaire.

Des recours ont été et seront engagés contre ce projet qui, en l'état ignore les conclusions de l'enquête publique et qui est désormais entré dans sa phase contentieuse. Le recours gracieux de l'association des riverains (APPSAM) demandant le retrait du permis de construire pour la nouvelle gare maritime a été rejeté par le Maire, sans véritable argumentation quant à l'impact visuel ou par rapport à la montée des eaux. De son côté, l'autorisation environnementale a été délivrée par le préfet par intérim, assortie même d'une « justification » d'une future passerelle, alors même que celle-ci ne fait pas partie du permis de construire.

L'affaire va donc se poursuivre **au plan juridique devant le Tribunal Administratif** ...mais aussi **au plan politique** car, à n'en pas douter, on en reparlera lors des élections municipales de 2026.

Gaza—Palestine-Liban:

Même reportées au second plan de l'actualité médiatique par l'élection américaine, les informations qui nous parviennent sur la situation à Gaza ou au Liban sont toujours aussi terrifiantes.

Ainsi par exemple, on apprend que dans la nuit du 14 octobre, Israël a bombardé les tentes dans la cour de l'hôpital Al-Aqsa où étaient réfugiées les familles palestiniennes. Des hommes, des femmes, des enfants en attente de soins y ont été brûlés dans leur sommeil...

Ainsi, un responsable des opérations de déminage pour l'ONG Handicap International nous alerte sur le niveau « colossal » de « contamination » du territoire palestinien par des armes non explosées, ou leurs restes. Créant un danger permanent pour la population, pour des décennies...

Autant de raisons de continuer à affirmer notre solidarité

Le prochain RASSEMBLEMENT PALESTINE, à Saint-Malo, ce sera samedi 9 novembre à 17h esplanade Saint-Vincent (à confirmer).



Le document local sur les risques naturels et technologiques: l'art d'éviter les sujets qui fâchent

Lors du dernier Conseil municipal de Saint-Malo, la refonte du **Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs** a été adoptée. Il s'agissait de mettre à jour un document administratif qui a pour objet d'informer la population sur les risques naturels et technologiques, sur les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mises en œuvre par la Ville et les pouvoirs publics, ainsi que sur les moyens d'alerte en cas de survenance d'un risque majeur...

Admettons l'intérêt et la pertinence d'un tel support de communication.

Le problème est que cette refonte, explicitement annoncée comme nécessaire du fait de « l'évolution des risques » sur la ville de Saint-Malo, ne fait que **survoler certains risques majeurs et bien présents dans les préoccupations des malouins**. Il en va ainsi, par exemple, des rubriques « **risques littoraux (submersion marine, érosion côtière)** », « **risque industriel** » ou « **risque transport de matières dangereuses** » ...

Ainsi, s'agissant de la submersion marine, le document référence toujours le Plan de Protection (PPRSM) de 2017 pourtant manifestement obsolète, et s'abstient d'évoquer la perspective du nouveau Plan dont l'élaboration a été lancée en mars 2024 avec un durcissement prévisible des règles car prenant en compte une élévation du niveau de la mer à l'horizon 2100 non plus basée sur 0,60m mais sur 0,93m.

Pas un mot non plus sur la qualité de l'air et les risques sanitaires que font courir les rejets d'un certain groupe industriel du port et de la ZI est—suivez mon regard—.

Rien non plus sur le débarquement puis le transport des big-bag de nitrates d'ammonium qui transitent par le port puis par camion le long des voies et ronds-points urbains jusqu'à l'entrée sud de la ville.

Voilà donc un document qui évite soigneusement d'évoquer des risques qui sont pourtant bien palpables et dont certains sont en pleine évolution.

Voilà qui confirme une méthode de gestion largement utilisée par le maire, celle du « **pas de vagues** », si l'on ose utiliser cette formule à double sens en la circonstance !

L'actualité nous renvoie à la tragédie qu'a subi la région espagnole de Valence. Dans cette circonstance, nos camarades d'ANTICAPITALISTAS ont publié un texte très pertinent relatif aux « risques naturels ». La place nous manque pour le reproduire dans ce numéro. Nous le ferons dans notre n°150.

Dans l'attente, ce texte est disponible par <https://>

www.anticapitalistas.org/comunicados/solidaridad-popular-con-las-afectadas-por-la-dana-gobiernos-y-empresarios-responsables-ecosocialismo-o-barbarie/



Nous publions ci-contre, de larges extraits d'un article du camarade Dan La Botz, militant de l'organisation américaine Solidarity, sympathisant de la IVème Internationale, paru dans la revue électronique *Against the current* n° 232, septembre/octobre 2024, sous le titre « Pourquoi les socialistes doivent vaincre Trump ».

Cet article présente un panorama du contexte de l'élection présidentielle américaine et des débats internes à la gauche socialiste. A noter qu'à l'intérieur même de l'organisation Solidarity plusieurs positions de vote cohabitent: si avec le camarade Dan La Botz, un courant s'est positionné pour un vote en faveur de K. Harris, d'autres membres soutiennent les candidatures de Cornel West ou de Jill Stein. Un des points majeurs qui fait clivage entre ces prises des positions concerne l'attitude de l'administration Biden-Harris face à la situation en Palestine et le soutien permanent des USA à Netanyahu.

On retrouvera les expressions des uns et des autres par <https://againstthecurrent.org/atc232/>

Après la performance désastreuse de Joe Biden lors de son débat avec Donald Trump, suivie de l'échec de la tentative d'assassinat de ce dernier, que beaucoup de ses disciples évangéliques ont interprété comme une intervention divine, l'accession de Trump à la présidence semblait inévitable. C'était une pensée terrifiante, car la plupart d'entre nous, à gauche au sens large, craignons qu'alors, nous entrerions dans une période d'autoritarisme, l'antichambre du fascisme.

Avec la candidature de la vice-présidente Kamala Harris, les démocrates ont d'abord poussé un soupir de soulagement, puis se sont enthousiasmés.

L'entrée en campagne de K. Harris mi-juillet a été réussie. Au cours des 2 premiers jours, elle a organisé un appel Zoom avec 40 000 femmes noires qui la soutenaient. Les dirigeants démocrates, les donateurs et les influenceurs se sont rapidement ralliés à Harris et sa campagne a uni le Parti. En une semaine, elle a récolté environ 300 millions de dollars, organisant d'énormes meetings aussi importants que ceux de Trump. Elle a choisi le libéral Tim Walz comme colistier. Le 10 août, le sondage New York Times/Siena a révélé que Harris devançait Trump de 5 ou 6 points dans le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie, trois états clés où Joe Biden était auparavant à la traîne.

La perspective d'élire la première femme noire et asiatique à la présidence des États-Unis a enthousiasmé de nombreux secteurs de la base du Parti démocrate et des indépendants. De nombreuses femmes soutiennent une candidate qui pourrait être la première femme présidente. Les Noirs soutiennent également une femme qui s'identifie comme candidate noire. Idem pour de nombreux Sud-Asiatiques.

Pratiquement tous les membres de Solidarity sont attachés à l'idée de créer un parti politique indépendant de la classe ouvrière avec un programme socialiste même si les règles du jeu politique rendent cela difficile. Et donc, ils ne pensent pas spontanément que la gauche doit se tourner stratégiquement vers le Parti démocrate, qui a en effet échoué pendant des décennies dans ses tentatives de réforme.

Néanmoins, en raison de la menace d'autoritarisme que représente Trump, je crois aujourd'hui, comme j'ai soutenu Biden, que nous devons soutenir la candidate du Parti démocrate, Kamala Harris.

Pourtant, même si je pense que nous devons voter pour Harris, ce n'est pas parce qu'elle est progressiste. Certains progressistes du Parti démocrate soutiennent que voter pour Harris est en soi progressiste, car elle est une femme noire/asiatique. Bien que, comme de nombreux Américains, j'aimerais voir une femme de couleur devenir présidente, nous devons tirer les leçons de l'expérience de Barack Obama : être une personne de couleur ne signifie pas nécessairement avoir des opinions politiques plus progressistes et le rôle des femmes, comme les secrétaires d'Etat Madeleine Albright et Hillary Clinton, a clairement montré que le genre ne dicte pas la politique. Toutes deux ont mis en œuvre les politiques impérialistes américaines.

En fait, Harris n'a jamais défendu des positions progressistes et n'a jamais été à la pointe d'une quelconque politique progressiste. Tout comme Obama, auquel elle est souvent comparée, elle a soigneusement évité la controverse politique. Elle a administré et voté dans ses précédentes fonctions, que ce soit en tant que procureure générale de Californie, sénatrice ou vice-présidente, en tant que modérée. Comme vice-présidente, Harris a pleinement soutenu les programmes économiques et sociaux libéraux de Biden en matière de politique intérieure.

En matière de politique d'immigration, elle a eu un bilan mitigé en tant que procureure de Californie. En tant que vice-présidente, elle a soutenu les politiques de Biden sur l'immigration et la régulation des frontières, lesquelles violent le droit américain et international: elles rendent impossible pour nombre de personnes l'entrée dans le pays et la demande d'asile, elles organisent la détention et l'expulsion d'autres personnes sans procédure régulière, tout en laissant pour beaucoup un vide juridique pendant des années. Alors qu'elle était chargée de s'attaquer aux racines du problème de l'immigration notamment en provenance du Salvador, du Guatemala et du Honduras — tâche ingrate puisqu'elle impliquait de corriger des décennies de guerres américaines, de politiques néolibérales, de gouvernements autoritaires corrompus et de prolifération de cartels et de gangs — Harris n'a pu que sourire et apporter un peu d'aide à certaines ONG.

K. Harris est une fervente défenseuse du droit à l'avortement. Elle est la première élue de haut rang à avoir eu le courage de se rendre dans une clinique d'avortement. Il ne fait aucun doute que sa défense des droits reproductifs lui a valu un large soutien parmi les femmes. Mais

pour elle, il ne s'agit que de rétablir un droit naguère protégé par le gouvernement fédéral et annulé récemment. En la matière, K. Harris ne défend nullement une avancée progressiste, telle que pourrait être la gratuité des avortements et celle de la pilule du lendemain.

K. Harris a à son crédit le soutien de Biden aux **United Auto Workers et à leurs grèves réussies** à l'automne 2023. Elle en profite désormais lorsqu'elle s'adresse au public de l'UAUW.

En politique étrangère, elle a **approuvé Biden dans son soutien à Israël et à sa guerre à Gaza**, dans son soutien à l'Ukraine contre l'invasion russe et dans son opposition aux ambitions impérialistes de la Chine. La réputation plus critique de Harris à l'égard d'Israël repose sur des déclarations qu'elle a faites après sa rencontre avec Netanyahu : « *Ce qui s'est passé à Gaza au cours des 9 derniers mois est dévastateur. Les images d'enfants morts et de personnes désespérées et affamées, parfois déplacées pour la 2ème, 3ème ou 4ème fois... nous ne pouvons pas détourner le regard face à ces tragédies.* ». Elle a ensuite ajouté : « *Je ne*

Pourtant, bien qu'elle soit une démocrate traditionnelle, c'est à dire partisane du capitalisme et de l'impérialisme américains, dépendante des banques et des grandes entreprises, potentiellement future commandante en chef de l'establishment militaire le plus grand et toujours le plus agressif du monde - nous devons voter pour elle parce que l'alternative est bien pire.

me tairai pas. » D'accord, mais elle ne l'a pas dit comment elle changerait la politique américaine au Proche Orient.

Le caractère et la psychologie de Donald Trump sont bien connus. Il est narcissique, égoïste, cupide. Il a réussi, grâce à son émission de télé-réalité, à se faire connaître du grand public puis à devenir une figure nationale et charismatique. Il a des opinions misogynes, racistes et xénophobes qu'il a projetées et banalisées dans la société américaine. Il a utilisé la peur pour parler de l'insécurité des Blancs et pour instrumentaliser des ressentiments envers les femmes, les Noirs, les LGBTQ et les Latins. Si ces attitudes hostiles n'étaient pas déjà présentes, il les a instillées.

Trump a ainsi réussi à se constituer une base électorale de l'ordre de 2 cinquièmes du peuple américain. Il bénéficie ainsi d'une large influence dans l'électorat blanc de la classe ouvrière, dont de nombreux syndicalistes. Au cours des 8 dernières années, les opinions politiques de Trump ont coïncidé avec l'idéologie du nationalisme chrétien blanc. Il bénéficie d'un soutien très fort de la part des églises évangéliques blanches et de leurs congrégations, en grande partie composées de membres de la classe ouvrière.

Il s'appuie sur des organisations de droite et de milices et groupes d'extrême droite comme les Oath Keepers et les Proud boys. Plus important encore, il a pris le contrôle total du Parti républicain, lui a donné une discipline plus stricte et l'a déplacé vers la droite. Il a construit par en haut un mouvement politique et un parti d'extrême droite extrêmement dangereux. Entre 2016 et 2020, nous avons vu comment Trump gouvernait. A l'époque, il n'avait pas encore d'équipe politique et n'avait qu'une influence limitée au sein du Parti républicain. Pourtant, il a mené les attaques les plus importantes depuis des décennies contre la démocratie américaine et contre la classe ouvrière. En 2017, il a d'abord adopté une réduction d'impôts de 2.300 milliards de dollars qui a eu des répercussions considérables sur la répartition des richesses dans le pays. Il a nommé trois juges de droite à la Cour suprême des États-Unis, qui a ensuite annulé l'arrêt mettant fin à la protection fédérale du droit à l'avortement. Il a retiré les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat. Il a également attaqué les programmes sociaux et les réglementations fédérales qui bénéficiaient au peuple américain. N'oublions pas qu'il a également été responsable de centaines de milliers de décès pendant la pandémie de COVID-19 parce qu'il a encouragé les gens à ignorer et à résister aux bonnes pratiques sanitaires telles que le port du masque et l'évitement des foules.

En 2020, il a nié avoir perdu les élections et a travaillé à saboter le décompte des voix et la certification de Biden. Le 6 janvier 2021, il a organisé une insurrection et tenté un coup d'État pour s'installer au pouvoir. Trump et ses conseillers projettent, lors de leur entrée en fonction en 2025, de remanier en profondeur le gouvernement américain.

Nous aimerions tous qu'il existe un parti politique de gauche crédible, issu de la classe ouvrière et représentant une alternative. Il n'en existe pas. La campagne du professeur Cornel West n'a été qu'une chimère. Le Parti vert défend, de son côté, de nombreuses positions progressistes, mais sa candidate, le Dr Jill Stein, rejoint les positions du dictateur russe Poutine avec sa guerre contre l'Ukraine.

Certain.es veulent voter pour les Verts pour défendre le principe d'une action politique indépendante. Cela ne peut et ne doit pas se faire dans les États clés où cela pourrait contribuer à une victoire de Trump.

Les socialistes doivent soutenir le ticket Harris-Walz, non pas parce qu'il représente une alternative progressiste significative, mais parce que cela nous donne quatre années supplémentaires dans notre démocratie — telle qu'elle est — pour organiser des mouvements sociaux et politiques afin de lutter pour la classe ouvrière et les opprimés et de porter l'idéal du socialisme démocratique.

BREVES DE PONTONS (bls)

Nouvel hôpital : dans l'attente de l'avis du CNIS...et après ?

Il est confirmé que le projet du futur hôpital a fait l'objet d'une nouvelle présentation devant le Conseil National de l'Investissement en Santé (CNIS) le 26 septembre. Le sous-préfet de Saint-Malo indique (*Ouest-France* du 25/10) que l'avis serait rendu sous quelques jours, sachant que la décision appartiendra par la suite au Secrétariat général pour l'Investissement, service dépendant du 1er ministre.

Donc, par les « temps de rabot budgétaire qui courent » mieux vaut être prudent avant de spéculer sur ce qu'il adviendra de cette seconde version du projet.

Il est à craindre que celle-ci revisite à la baisse le projet médico-soignant partagé, voté par les instances hospitalières au printemps 2022. DB

QUALITE DE L'AIR ? TU PARLES....

Le 14 octobre, la ville de Saint-Malo, l'Agglo et le Pays organisaient une conférence publique dont l'objectif affiché était « de dresser un état des lieux de la qualité de l'air sur [le] territoire, de ses impacts sur la santé ».

En réalité, l'objectif était plutôt de déminer un sujet qui inquiète nombre de malouin.es et mobilise depuis des années les associations environnementales locales. Et « naturellement », la question des rejets dans l'air de molécules utilisées dans les process industriels de Timac Agro a été soulevée, en particulier la présence et le rôle de l'**ammoniac** dans la formation des particules fines PM 2,5.

Experts et autorités ont tenté de relativiser l'impact de la présence importante de ces particules, identifiées localement comme étant d'origine industrielle, et leur dangerosité au plan de la santé publique. Leurs discours tendant à dédouaner l'entreprise locale n'ont sans doute pas convaincu grand monde...

L'aspect positif de cette soirée de communication est le positionnement critique d'un représentant du corps médical qui a décrédibilisé le discours rassurant des pouvoirs publics et de leurs experts et à l'inverse a renforcé les suspicions d'impact négatif des rejets industriels sur la santé de la population.

Par ailleurs, les analyses des **poussières jaunes** réalisées récemment par l'association Osons à proximité des usines Timac agro (<https://www.osons-a-stmalo.com/poussiere-jaune-lanalyse-est-faite/>) et mettant en évidence des forts taux d'**arsenic** et de **cadmium** montrent que la population de certains quartiers de Saint-Malo peut être exposée à ces autres polluants.

Une nouvelle pierre dans le jardin de ceux qui soutiennent que l'Etat met tout en œuvre pour encadrer, contrôler les rejets de molécules émises par les usines de TIMAC agro et protéger la population.

Le tribunal de Saint-Malo devrait se prononcer prochainement, expertise judiciaire à l'appui, sur le fait que les nuisances olfactives et les rejets de l'usine de la Timac (quai intérieur) dépassent les troubles normaux du voisinage.

Une autre opportunité de progresser dans la protection de la santé et de l'environnement.



MARTINIQUE...Nou pé chanjé sa ...(Nous changeons cela)

Comme nous l'avons écrit dans notre dernier numéro, la Martinique est secouée par une crise et un **mouvement social de lutte contre la vie chère** depuis le 1er septembre. Le mouvement, initié par le **RPPRAC** (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) s'est étendu et radicalisé.

À la mi-septembre, la colère a gagné les jeunes du quartier de Sainte-Thérèse, à Fort-de-France et s'est traduite par des affrontements avec la police. Comme d'habitude, la réponse des autorités a été la répression par l'arrivée sur l'île de la CRS n°8. La mobilisation s'est étendue aux salarié.es fin septembre avec des appels à la grève reconductible de la CGTM et des manifestations de rues (le 26 septembre, le 1er octobre). Le 10 octobre, des barrages ont été érigés du nord au sud de l'île.

L'écart de prix pour un produit de base est de 30 à 60 % en Martinique par rapport à l'hexagone. Mais c'est l'exemple du pain de mie de la marque de distributeur Epi d'Or qui a mis le feu aux poudres, car cet article commercialisé 1,45 euro en métropole est vendu à 11,45 euros en Martinique, soit un écart de 690 % !

L'accord du 16/10 ne concerne qu'un produit sur 7 et n'applique qu'une baisse de 20% (en moyenne).

Des négociations portant sur les prix des produits ont été engagées fin septembre entre la Collectivité territoriale de Martinique, le Préfet, la grande distribution, les transporteurs CMA-CGM et le RPPRAC et ont débouché sur un accord mi-octobre. Sauf que le RPPRAC n'a pas accepté cet accord, l'estimant insuffisant (il ne porte que sur 6.000 produits alors que la vie chère en impacte 40.000). La CGTM a rejoint cette position en rejetant l'accord et en

rappelant ses revendications:

- baisse des prix encore plus substantielle, notamment par la répercussion de la baisse des marges, des profits des grosses sociétés, des riches capitalistes de la grande distribution
- augmentation substantielle des salaires et revenus des travailleurs et des classes populaires (bas salaires, pensions de retraite, minima sociaux)
- indexation des salaires et revenus sur l'inflation
- départ des CRS

Et donc, nouvelles manifs le 19 octobre, plus de 2.000 personnes à l'appel du RPPRAC à Fort-de-France, puis le 25 octobre...

Depuis, quelques nouveaux barrages de route ont été érigés ici ou là sur le territoire et le préfet a prolongé le couvre-feu jusqu'au 4 novembre dans cinq communes (Fort-de-France, Lamentin, Schœlcher, Saint-Joseph et Case-Pilote).

On ne peut préjuger de l'issue du mouvement dans les semaines qui viennent mais les quelques avancées obtenues montrent d'ores et déjà qu'il est possible d'arracher des résultats par la mobilisation populaire contre les monopoles capitalistes, survivant du colonialisme. A ce titre, l'extension du mouvement en Guadeloupe voire à la Réunion et en Guyane pourrait lui donner un second souffle et de nouvelles perspectives



N'hésitez pas à faire part de ce bulletin et à visiter notre page facebook:

<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>

et nos sites web départementaux et nationaux

<https://www.anticapitaliste-35.org/>

<https://npa-lanticapitaliste.org>